



Résistances

ATTAC Biterrois

enkidou@orange.fr Réunions les 1^{er} et 3^{ème} vendredis du mois à Béziers. 18h30, place d'Espagne, Béziers. Renseignements Alain 06 23 79 36 76

ATTAC Jaur Sommail

Lacigale-stpons@wanadoo.fr Réunions le 2^{ème} mercredi de chaque mois au tabac La Cigale (Route de Castres à Saint Pons) à midi et demi. Renseignements Pierre 04 67 97 17 88
Permanence mercredi sur le marché de Saint Pons

ATTAC Bédarieux Réunions le 2^{ème} jeudi de chaque mois. Renseignements Denis : 04 67 95 14 99

SITE ATTAC BEZIERS :
<http://attacbeziers.free.fr>

Juin

- *Le 7, abstention record, émiettement et désunion.*
- *Le 13, unité d'inaction, la balade du samedi ne fait pas recette.*
- *Le 15, Hortefeux déclare qu'il a entendu et tiendra compte du message des syndicats.*
- Et le gouvernement annonce... la retraite à 67 ans !!!*

**Ensemble, tous ensemble ?
Quand ...?**

Résistances est un art collectif.
Supplément à Ligne d'ATTAC.

Envoyez vos articles pour le prochain journal à
serge.rec@free.fr ou à A Fauré,
19 chemin du Mas Bouran,
34290 Servian

Que fait-on de l'Europe ?

Dans son analyse du « non » français au referendum, Jacques Chirac avait fait preuve d'une grande lucidité : « Les citoyens disent non à la Constitution car ils refusent l'Europe telle qu'elle est ».

Et c'est toujours et encore la même Europe que l'on nous ressort : toujours plus libérale et atlantiste.

S'il est de bon ton de se proclamer « européen », le sens précis que l'on donne à ce terme varie d'un sujet à l'autre, d'une personne à l'autre, de pays en pays, et mue en fonction du moment où la question est posée.

Si on peut reconnaître à la construction d'après guerre d'avoir rapproché des peuples hier ennemis, on peut se demander aujourd'hui : pourquoi construit-on l'Europe ?

On peut s'interroger sur le projet, les valeurs qui motivent cette association de peuples et d'Etats ? Le quotidien que nous vivons nous montre trop souvent qu'au lieu d'être la solution, l'Europe est souvent le problème : celle qui menace nos droits sociaux, qui donne libre cours à la déréglementation chère aux libéraux, qui veut le démantèlement de nos services publics au nom de la concurrence libre et non faussée.

Son fonctionnement même ne peut que choquer un esprit démocrate : lorsqu'on parle du pouvoir du Parlement européen, il serait plus juste de parler de son absence de pouvoir : celui-ci étant dans le Conseil des ministres et la Commission de Bruxelles.

Pour qu'existe une Europe politique, il faudrait des volontés politiques communes ou convergentes des gouvernements et surtout une adhésion des citoyens. Or, sur des questions essentielles, comme le modèle social à promouvoir, l'accompagnement ou le refus des diktats de la mondialisation libérale, les rapports avec les Etats-Unis et le Sud, les divergences sont grandes.

L'Europe qui se construit est celle d'un vaste espace économique voulu par les grands acteurs de l'économie. L'Europe est le lieu où l'OMC peut mettre en application ses directives. A charge ensuite pour chaque Etat de s'y conformer sous peine de sanctions : ce fut ainsi pour la viande aux hormones, c'est ainsi pour les OGM, la privatisation de l'énergie, des communications etc...

Comme le demande Susan George « il importe de fixer à l'Europe des objectifs clairs et circonscrits, tels l'emploi, la lutte contre la pauvreté, l'environnement » (dans « Une autre Europe »).

Le rôle des médias, semble-t-il, est de faire exister une entité floue et suggestive nommée « l'Europe », mais qui se trouve être une coquille vide pour les citoyens.

L'Europe est nécessaire et possible. Mais ce qu'on nous présente comme étant l'Europe est un leurre. Il n'y a, pour l'essentiel, ni Europe sociale, ni Europe politique et démocratique, ni même Europe économique. Il y a avant tout un grand marché, dominé par les puissances économiques et financières.

Et cette Europe ne passionne pas tellement les Français, tout comme les autres Européens. Et c'est bien compréhensible.

C'est d'une autre Europe que les hommes rêvent, que les européens se doivent de construire.



Encore un pas de plus pour le logement social ?

Le Midi Libre du 10 mai 2009 faisait un grand titre sur 5 colonnes, en page 2 :

OPH La Renardière : « Encore un pas de plus pour le logement social ».

Avec photo des édiles coupant le ruban.

Ce n'étaient que 18 nouveaux appartements sociaux qui faisaient « encore un pas de plus »....

Un tout petit pas au vu des 800 logements détruits à La Devèze. Bien sûr, l'Office Public pour l'Habitat annonce que « d'ici à la fin 2009, les dépôts administratifs seront lancés pour 720 logements ».

Le retard dans le logement social à Béziers est bien connu, mais le vrai problème du logement est bien ailleurs.

La crise du logement que l'on connaît actuellement n'a rien à voir avec celle que l'on a connue dans les années 50 – époque où l'abbé Pierre a commencé son combat pour les mal-logés. A cette époque, il y avait effectivement une insuffisance de logements due aux destructions engendrées par la guerre et à une carence de construction de logements dans l'entre-deux-guerres. Aujourd'hui, le problème est tout autre : ce n'est pas le manque de logement qui est en cause, mais une volonté de spéculer entre autres sur le logement.

Ainsi le problème n'est pas de construire de nouveaux logements, mais de rendre accessibles ceux qui sont vides.

En 1962 Paris comptait 20 000 logements vacants selon le recensement.

Aujourd'hui 2 millions de logements sont vides en France, et Paris compte 136 554 logements vacants, soit un logement sur dix.

A Béziers, ce sont 4860 logements qui sont vides ! Soit 13% du total des logements de la ville. (chiffres tirés de l'encyclopédie des villes de France)

Les 2 millions de logements inoccupés représentent environ 8% du parc locatif : autrement dit de quoi loger ou reloger la quasi-totalité des sans-abri et mal-logés. Mais le logement est devenu un

placement financier destiné à être vendu au meilleur prix et au meilleur moment et donc gardé inoccupé.

L'évolution de l'exclusion et la généralisation de la précarité font que les bailleurs, publics ou privés, ne veulent plus louer des logements à des personnes ne présentant pas des garanties suffisantes (jusqu'à 4 fois le montant du loyer pour le revenu, un emploi stable plus une caution à trouver).

La crise du logement est une des conséquences de la montée de l'exclusion et de la précarité.

Ce n'est pas le manque de logements qui est en cause ! Il s'agit d'un problème exclusivement politique, qui relève d'un débat sur le choix de société dans laquelle nous voulons vivre !

Ce n'est pas en s'appuyant sur l'inapplicable « droit au logement opposable » que le problème sera résolu, car nous sommes dans une société qui protège avant tout le droit de propriété, et qui criminalise les sans-logis. (12 000€ d'amende au DAL - Droit au Logement - pour installation de tentes rue de la Banque, à Paris).

Il existe pourtant des lois qui permettent aux Maires, en vertu de leurs pouvoirs de police, de réquisitionner des logements vacants.

Les articles 131-2 et suite du code des communes accordent les pouvoirs de police au Maire, et comprend notamment « le soin de pourvoir d'urgence à toute les mesures d'assistance et de secours » afin de prévenir tout risque de trouble à l'ordre public.

Ces dernières années, plusieurs Maires ont fait usage de ce pouvoir pour des familles se retrouvant brutalement à la rue.

Le Conseil d'Etat et les tribunaux administratifs ont confirmé l'actualité de ce pouvoir mais les ont fréquemment invalidés au motif que le Maire n'avait pas au préalable saisi le Préfet d'une demande d'attribution d'office en vertu de l'article L-641 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les Maires qui ne peuvent donc pourvoir au relogement de ménages à la rue, peuvent employer leur pouvoir de réquisition.

Ils peuvent invoquer l'existence sur leur commune d'une crise du logement et de l'impossibilité de pourvoir au relogement par d'autres moyens.

Les logements vacants représentent un gisement extraordinaire pour la création de logements locatifs. Mais envisager de s'en servir apparaît pour beaucoup comme un viol de la propriété privée.

Il serait normal que le droit de propriété cesse de prévaloir sur le fait de pouvoir vivre.

C'est vrai que ce droit « naturel et imprescriptible » figure en bonne place dans l'article 2 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, à côté de la liberté, de la sûreté mais aussi de la résistance à l'oppression....

Une société ne posant pas le problème du logement comme une priorité absolue ne sait plus discerner l'essentiel de l'accessoire, elle n'assume plus le rôle protecteur que même les sociétés primitives savaient garantir.

JF GAUDONEIX

Nous y sommes

Nous y voilà, nous y sommes. Depuis cinquante ans que cette tourmente menace dans les hauts-fourneaux de l'incurie de l'humanité, nous y sommes.

Dans le mur, au bord du gouffre, comme seul l'homme sait le faire avec brio, qui ne perçoit la réalité que lorsqu'elle lui fait mal. (...)

Nous avons construit la vie meilleure, nous avons jeté nos pesticides à l'eau, nos fumées dans l'air, nous avons conduit trois voitures, nous avons vidé les mines, nous avons mangé des fraises du bout monde, nous avons voyagé en tous sens, nous avons éclairé les nuits, nous avons chaussé des tennnis qui clignotent quand on marche, nous avons grossi, nous avons mouillé le désert, acidifié la pluie, créé des clones, franchement on peut dire qu'on s'est bien amusés.

On a réussi des trucs carrément épatants, très difficiles, comme faire fondre la banquise, glisser des bestioles génétiquement modifiées sous la terre, déplacer le Gulf Stream, détruire un tiers des espèces vivantes, faire péter l'atome, enfoncer des déchets radioactifs dans le sol, ni vu ni connu. (...)

Mais nous y sommes. À la Troisième Révolution. Qui a ceci de très différent des deux premières (la Révolution néolithique et la Révolution industrielle, pour mémoire) qu'on ne l'a pas choisie.

« On est obligés de la faire, la Troisième Révolution ? » demanderont quelques esprits réticents et chagrins.

Oui. On n'a pas le choix, elle a déjà commencé, elle ne nous a pas demandé notre avis. C'est la mère Nature qui l'a décidé, après nous avoir aimablement laissés jouer avec elle depuis des décennies. La mère Nature, épuisée, souillée, exsangue, nous ferme les robinets. De pétrole, de gaz, d'uranium, d'air, d'eau.

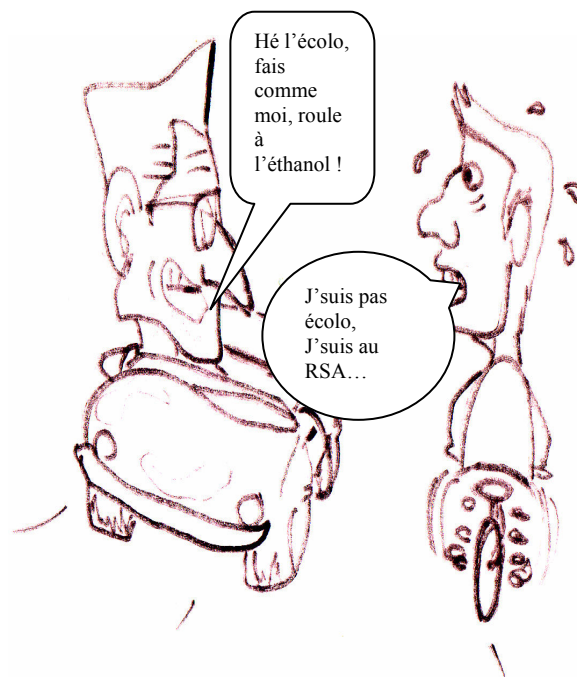
Son ultimatum est clair et sans pitié : Sauvez-moi, ou crevez avec moi. (...) D'aucuns, un brin rêveurs, tentent d'obtenir un délai, de s'amuser encore avec la croissance. Peine perdue. Il y a du boulot, plus que l'humanité n'en eut jamais. (...) Et, sans vouloir offenser avec un terme tombé en désuétude, « être solidaire ».

. Avec le voisin, avec l'Europe, avec le monde.

Colossal programme. (...) A condition que la paix soit là, à condition que nous contenions le retour de la barbarie, une autre des grandes spécialités de l'homme, sa plus aboutie peut-être.

A ce prix, nous réussirons la Troisième révolution. (...)

Fred Vargas Archéologue et écrivain



Rapport Cotis ou comment faire dire aux chiffres ce que l'on veut

Le président Nicolas Sarkozy a entre les mains le rapport qu'il avait commandé au directeur de l'INSEE, Jean-Philippe Cotis, sur le partage de la valeur ajoutée. : la « valeur ajoutée française » désigne le PIB français, qui est pour l'essentiel la somme des valeurs ajoutées des entreprises implantées en France.

Ce rapport arrive à une conclusion très satisfaisante pour Sarkozy - il fallait s'en douter. Le partage de la valeur ajoutée est resté au même niveau qu'en ...1950, au sortir de la guerre....à 65%. Conclusion : il est resté stable !

On choisit les points de comparaison qui vous arrangent...

Pourtant, dans les années 1970, la part des salaires était arrivée à 69.5%, puis en 1982 à 75%. Soit 10 points de plus. Mais en prenant 1950 comme année de référence, on gomme ce qui pourrait déranger.

Ce rapport passe sous silence la proposition de Sarkozy de répartir les profits en trois tiers : investissement, actionnaires et salariés. Et pour cause : les profits sont aujourd'hui répartis de la manière suivante : 57% pour l'investissement, 36% pour les revenus du capital, 7% pour la part salariale ! Sarkozy parle pour faire diversion, et surtout pas pour changer les choses.

Une division par trois des revenus du capital dans le total des profits ramènerait leur part à 12% et permettrait d'augmenter la masse salariale d'environ 8 points de valeur ajoutée.

Ce rapport n'a pas été demandé pour faire avancer le débat : juste pour proposer un simulacre de débat public, en s'appuyant sur une autorité supposée compétente, l'INSEE, qui dépend directement de l'Etat.

JF Gaudoneix



Campagne « Paradis fiscal, enfer social »

Le G20 déjà avait repeint en gris et blanc les grandes lessiveuses de l'argent sale, les territoires où afin d'échapper à l'impôt et au devoir de solidarité, aiment se faire domicilier les délinquants financiers et nos vedettes de la chanson (Johnny et consorts...), du sport (Gasquet and Co...), etc...

En cet été **2009**, le **Tour de France met à l'honneur les paradis fiscaux** : départ de Monaco le 4 juillet, d'Andorre le 11 juillet, de Suisse le 20 juillet... Il n'aura évité que le Luxembourg, les Iles Anglo-Normandes et la City de Londres... Est-ce pour plaire à ses sponsors (LCL est l'une des banques qui dispose du maximum de succursales dans ces trous noirs de la finance...) ou pour inciter les cyclistes à la pratique de l'échappée fiscale, à se faire domicilier dans ces zones où même leurs revenus peuvent être dopés?

Pour attac, qui en ces temps de crises relance sa campagne contre les paradis fiscaux, pour la fermeture dans ces territoires des sièges et succursales des entreprises européennes, il s'agit d'une véritable provocation.

Nous serons sur le trajet de ce tour de la honte (pour l'Andorre réservez votre journée du 11 juillet) et nous relançons la campagne incitant à quitter les établissements bancaires qui figurent sur notre liste noire (presque toutes les Banques ayant pignon sur rue), notre liste grise (disons La poste, et dans une moindre mesure le Crédit Coopératif), pour des banques plus solidaires (ce n'est pas facile à croire, elles sont

parfois difficiles à trouver mais il en existe.. comme la NEF etc..).

Pour en savoir plus : le rapport Attac France, «De la fin des paradis fiscaux aux taxes globales » (mars 2009); la rubrique consacrée à la campagne « Paradis fiscal, enfer social » sur le site d'attac France; le livret « Paradis fiscaux et judiciaires – cessons le scandale! »; le dossier d'Alternatives économiques « Le CAC 40 et les Paradis Fiscaux ».

Alain Fauré

AGENDA d'ATTAC

- **25 juin manifestation à Montpellier contre le projet agrexco (projet soutenu par le Président de la Région Languedoc-Roussillon visant à l'importations via le port de Sète de productions agricoles en provenance d'Israël et des colonies en Palestine occupée)**
- 4 juillet au 9 août AlterTour pour une planète sans dopage (inscriptions jusqu'au 15 juin <http://www.altertour.net>)
- 4 juillet le Tour de France part de Monaco
- **11 juillet le Tour de France est en Andorre**
- 17 juillet l'AlterTour est au Luxembourg
- 19 juillet le Tour de France va en Suisse
- 1er au 9 août Camp Climat (Notre-Dame-des Landes)
- 11 au 17 août Altervillage (Rennes)
- **21 au 25 Août, Université d'été d'attac (Arles), « Que faut faire du capitalisme? »**
- **28, 29 et 30 août Forum Social des Hauts Cantons (Bédarieux)** <http://forum-social-hauts-cantons-herault.org>
- 1^{er} septembre CA d'ATTAC Béziers.
- 5 et 6 septembre ; stand ATTAC à la fête de la Plantade.
- 12 septembre Allées des associations : Stand « sauvage » attac.
- 18, 19 et 20 septembre rencontre des réseaux européens des attac d'Europe (en région parisienne)
- **17 octobre, à Béziers aussi, journée mondiale du Refus de la Misère**
- **29 octobre, attac Béziers invite Geneviève Azam dans le cadre de la campagne « CLIMAT » d'attac et la perspective du sommet de Copenhague**

Pour la première fois, les caricatures de Résistances sont l'œuvre d'un jeune dessinateur biterrois.
Nous l'en remercions.